

**Art. 4.** L'article 13 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante:

« Les membres du personnel visés à l'article 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup>, qui, au cours de l'année de référence 2001, sont nommés ou engagés contractuellement dans une fonction visée à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup>, perçoivent en 2002 également le pécule de vacances visé à l'article 12, alinéa 1<sup>er</sup>, calculé sur le dernier traitement dû dans la fonction d'origine, au prorata des prestations effectuées dans cette fonction. »

Les membres du personnel visés à l'article 1<sup>er</sup>, 1<sup>e</sup> à 4<sup>e</sup>, qui, au cours des années de référence 2003 ou 2004, sont nommés ou engagés contractuellement dans une fonction visée à l'article 1<sup>er</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup>, perçoivent en 2004 et 2005 également le pécule de vacances visé à l'article 3, calculé sur le dernier traitement dû dans la fonction d'origine, au prorata des prestations effectuées dans cette fonction. »

**Art. 5.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2004.

**Art. 6.** Nos Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 mai 2005.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre du Budget,  
J. VANDE LANOTTE

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2005 — 1220

[C — 2005/11230]

**13 MAI 2005.** — Arrêté ministériel portant exécution de l'article 22bis de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et de l'arrêté royal du 20 avril 2005 fixant les modalités d'attribution de la cotisation fédérale destinée à compenser la perte de revenus des communes résultant de la libéralisation du marché de l'électricité

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et des Entreprises publiques et le Ministre de l'Energie,

Vu la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, en particulier l'article 22bis inséré par la loi-programme du 27 décembre 2004;

Vu l'arrêté royal du 20 avril 2005 fixant les modalités d'attribution de la cotisation fédérale destinée à compenser la perte de revenus des communes résultant de la libéralisation du marché de l'électricité;

Vu les décisions du Comité de Direction de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz du 28 avril 2005, comme annexées à cet arrêté ministériel;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 12 mai 2005;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 mai 2005,

Arrêtent :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les définitions énoncées à l'article 2 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, ci-après dénommée « la loi », et les définitions énoncées dans l'arrêté royal du 20 avril 2005 fixant les modalités d'attribution de la cotisation fédérale destinée à compenser la perte de revenus des communes résultant de la libéralisation du marché de l'électricité, ci-après dénommé « l'arrêté royal du 20 avril 2005 », s'appliquent au présent arrêté.

**Art. 4.** Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De personeelsleden bedoeld in artikel 1, 2<sup>e</sup> en 4<sup>e</sup>, die tijdens het referentiejaar 2001 benoemd worden of contractueel tewerkgesteld in een functie bedoeld in artikel 1, 1<sup>e</sup> en 3<sup>e</sup> in 2002 krijgen eveneens een vakantiegeld zoals bedoeld in artikel 12, eerste lid, berekend op de laatst verschuldigde wedde in de oorspronkelijke functie overeenkomstig de prestaties geleverd in deze oorspronkelijke functie.

De personeelsleden bedoeld in artikel 1, 1<sup>e</sup> tot 4<sup>e</sup>, die tijdens de referentiejaren 2003 of 2004 benoemd worden of contractueel tewerkgesteld in een functie bedoeld in artikel 1, 5<sup>e</sup> en 6<sup>e</sup>, in 2004 en 2005 krijgen eveneens een vakantiegeld zoals bedoeld in artikel 3 berekend op de laatst verschuldigde wedde in de oorspronkelijke functie overeenkomstig de prestaties geleverd in deze oorspronkelijke functie. »

**Art. 5.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2004.

**Art. 6.** Onze Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 mei 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Begroting,  
J. VANDE LANOTTE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2005 — 1220

[C — 2005/11230]

**13 MEI 2005.** — Ministerieel besluit tot uitvoering van artikel 22bis van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en van het koninklijk besluit van 20 april 2005 tot bepaling van de toewijzingsmodaliteiten van de federale bijdrage ingesteld tot compensatie van de inkomstenderving van de gemeenten ingevolge de liberalisering van de elektriciteitsmarkt

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Overheidsbedrijven en de Minister van Energie,

Gelet op de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 22bis ingevoegd bij de programmawet van 27 december 2004;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 april 2005 tot bepaling van de toewijzingsmodaliteiten van de federale bijdrage ingesteld tot compensatie van de inkomstenderving van de gemeenten ingevolge de liberalisering van de elektriciteitsmarkt;

Gelet op de beslissingen van het Directiecomité van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas van 28 april 2005, zoals bijgevoegd bij dit ministerieel besluit;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 12 mei 2005;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 mei 2005,

Besluiten :

**Artikel 1.** De definities vervat in artikel 2 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, hierna "de wet" genoemd en de definities vervat in artikel 1, § 2 van het koninklijk besluit van 20 april 2005 tot bepaling van de toewijzingsmodaliteiten van de federale bijdrage ingesteld tot compensatie van de inkomstenderving van de gemeenten ingevolge de liberalisering van de elektriciteitsmarkt, hierna "het koninklijk besluit van 20 april 2005" genoemd, zijn van toepassing op dit besluit.

**Art. 2.** La cotisation fédérale visée à l'article 22bis de la loi est mensuellement facturée aux fournisseurs par les gestionnaires du réseau de distribution de la façon suivante :

1. pour les clients à facturation mensuelle :

$$T = 4,91 \text{ €/MWh}(T-1)$$

T = mois dans lequel la taxe est facturée

T-1 = le taux d'imposition s'applique à la consommation du mois précédent le mois de facturation de la cotisation fédérale

Le premier prélèvement aura lieu à la facturation en juillet 2005 sur la base de la consommation en KWh en juin 2005.

2. pour les clients à facturation annuelle :

La facturation aux fournisseurs se déroule de la même façon que pour les clients à facturation mensuelle, étant entendu que la taxe sur les avances est appliquée à partir du mois de facturation de juillet 2005.

Pour les clients facturés au mois de juillet 2005, la taxe s'applique uniquement à la consommation imputée au mois de juin 2005.

Pour les clients facturés à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2005 jusqu'au décompte annuel suivant, la taxe s'applique uniquement à la consommation imputée à la période débutant en juin 2005.

Ces imputations se font sur la base d'une extrapolation des dernières données de consommation.

Chaque fournisseur est responsable de la facturation correcte et de la perception de la cotisation fédérale ainsi que du versement intégral des montants perçus aux gestionnaires du réseau de distribution.

Les fournisseurs s'engagent à verser le montant intégral de la facture, conformément aux modalités de paiement existantes prévues dans le contrat d'accès avec le gestionnaire du réseau de distribution, sans réduction accordée aux clients à facturation annuelle qui n'ont pas encore reçu de décompte annuel et sans tenir compte d'une éventuelle irrécouvrabilité.

**Art. 3.** La cotisation fédérale visée à l'article 22bis de la loi est facturée mensuellement aux clients finals par les fournisseurs de la façon suivante :

1. pour les clients à facturation mensuelle :

$$T = 4,91 \text{ €/MWh}(T-1)$$

T = mois dans lequel la taxe est facturée

T-1 = le taux d'imposition porte sur la consommation du mois précédent le mois de facturation de la cotisation fédérale

Le premier prélèvement aura lieu à la facturation en juillet 2005 sur la base de la consommation en KWh de juin 2005.

2. pour les clients à facturation annuelle :

A partir du décompte annuel/de la facture de clôture suivant(e) après le 1<sup>er</sup> juillet 2005, les avances sont recalculées y compris la cotisation fédérale.

Les fournisseurs disposant de données de métrage relatives aux consommations du mois de juin 2005 et souhaitant facturer immédiatement appliqueront la cotisation fédérale sur la part de la consommation de juin 2005.

Pour les clients facturés annuellement, la cotisation fédérale est uniquement perçue à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2005 pour les consommations imputées à la période entre juin 2005 et le décompte annuel/ la facture de clôture.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** Chaque fournisseur peut récupérer au maximum 0,75 % des montants qui lui ont été facturés par les gestionnaires de réseau de distribution, à partir du Fonds, conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté royal du 20 avril 2005.

§ 2. Conformément à l'article 5, § 4, de l'arrêté royal du 20 avril 2005, le montant des coûts ne peut jamais dépasser les recettes totales de la cotisation fédérale, versées par les gestionnaires de réseau de distribution de type B.

**Art. 2.** De federale bijdrage, bedoeld in artikel 22bis van de wet wordt maandelijks door de distributienetbeheerders aangerekend aan leveranciers als volgt :

1. voor maandelijks opgenomen klanten :

$$T = 4,91 \text{ €/MWh}(T-1)$$

T = maand waarin de heffing wordt gefactureerd

T-1 = aanslagvoet heffing wordt toegepast op het verbruik van de maand voorafgaand aan de maand van facturatie van de federale bijdrage

De eerste heffing zal gebeuren bij de facturatie in juli 2005 op basis van het KWh-verbruik in juni 2005.

2. voor jaarlijks opgenomen klanten :

De facturatie aan de leveranciers gebeurt zoals voor maandelijks opgenomen klanten met dien verstande dat de heffing op de voorschotten wordt toegepast vanaf de facturatiemaand juli 2005.

Voor de klanten die in de maand juli 2005 afgerekend worden, wordt de heffing enkel toegepast op het verbruik toegerekend aan de maand juni 2005.

Voor de klanten die afgerekend worden in de periode vanaf 1 juli 2005 tot de eerstvolgende jaarfrekkening, wordt de heffing enkel toegepast op het verbruik toegerekend aan de periode vanaf de maand juni 2005.

Deze toerekeningen gebeuren op basis van een extrapolatie van de laatste verbruiksgegevens.

Elke leverancier staat in voor de correcte aanrekening en inning van de federale bijdrage alsook voor de volledige doorstorting van de geïnde bedragen aan de distributienetbeheerders.

De leveranciers storten het volledige bedrag van de factuur overeenkomstig de bestaande betalingsmodaliteiten zoals voorzien in het toegangscontract met de distributienetbeheerder, zonder vermindering voor de jaarlijks opgenomen klanten die nog geen jaarfrekkening hebben ontvangen en zonder rekening te houden met mogelijke oninbaarheid.

**Art. 3.** De federale bijdrage, bedoeld in artikel 22bis van de wet wordt maandelijks door de leveranciers aangerekend aan alle eindnemers als volgt :

1. voor maandelijks opgenomen klanten :

$$T = 4,91 \text{ €/MWh}(T-1)$$

T = maand waarin de heffing wordt gefactureerd

T-1 = aanslagvoet heffing wordt toegepast op het verbruik van de maand voorafgaand aan de maand van facturatie van de federale bijdrage

De eerste heffing zal gebeuren bij de facturatie in juli 2005 op basis van het KWh-verbruik in juni 2005.

2. voor jaarlijks opgenomen klanten :

Vanaf de eerstvolgende jaarfrekkening/slotfactuur na 1 juli 2005 worden de voorschotten herberekend met inbegrip van de federale bijdrage.

De leveranciers die over meetgegevens beschikken aangaande verbruiken met betrekking tot de maand juni 2005 en die onmiddellijk wensen te factureren, zullen de federale bijdrage op het gedeelte van de consumptie van juni 2005 toepassen.

Voor de klanten die jaarlijks worden afgerekend wordt de federale bijdrage enkel geïnd vanaf 1 juli 2005 voor de verbruiken toegerekend aan de periode vanaf de maand juni 2005 tot en met de jaarfrekkening/slotfactuur.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** Elke leverancier kan maximum 0,75 % van de aan hem door de distributienetbeheerders aangerekende bedragen, recupereren als kosten uit het Fonds overeenkomstig de bepalingen van artikel 5 van het koninklijk besluit van 20 april 2005.

§ 2. Overeenkomstig artikel 5, § 4, van het koninklijk besluit van 20 april 2005 mag het bedrag van de kosten nooit de totale inkomsten van de federale bijdrage afkomstig van de distributienetbeheerders type B overschrijden.

§ 3. Pour la récupération de ces coûts, chaque fournisseur est tenu d'envoyer annuellement une facture à la Commission, avant le 1<sup>er</sup> juillet de l'année suivante, en mentionnant le montant non perçu exact, le montant exact des coûts administratifs et le calcul du pourcentage total et en joignant tous les documents permettant d'étayer ce calcul et cette facturation.

Chaque fournisseur enverra aussi trimestriellement une évaluation du montant des cotisations non perçues et des coûts administratifs du trimestre précédent à la Commission pour lui permettre de suivre ces coûts.

§ 4. La Commission peut examiner tous les documents justifiant la facturation les coûts des fournisseurs avant de procéder au paiement.

§ 5. Avant de procéder au paiement des factures aux fournisseurs, la Commission veillera au non-dépassement du montant maximal des coûts, comme convenu dans la § 2 de cet article.

Si le montant maximum des coûts est dépassé, une répartition proportionnelle sera effectuée entre les fournisseurs.

§ 6. Six mois après l'instauration de ce régime, une évaluation et si nécessaire, une révision du pourcentage prévu aura lieu.

**Art. 5.** Dans le cadre du système applicable aux clients dont le contrat de fourniture a été résilié par le fournisseur et si les gestionnaires du réseau de distribution engrangent des coûts supplémentaires en tant que fournisseurs sociaux, le montant des coûts liés à la cotisation fédérale sera repris dans les propositions tarifaires des gestionnaires du réseau de distribution, conformément aux dispositions de la loi électricité, qui garantissent aux gestionnaires du réseau de distribution le remboursement de leurs coûts raisonnables, et ces coûts seront assimilés aux autres coûts. Dans le cadre de l'exercice Data Envelopment Analysis, les coûts seront assimilés aux autres dépenses imposées.

**Art. 6.** La récupération des cotisations préfinancées par les gestionnaires de réseau de distribution pour le Fonds pour la période allant du 1<sup>er</sup> mai 2004 au 31 mai 2005 inclus prendra cours au 1<sup>er</sup> juillet 2007 conformément à l'article 22bis, § 3, de la loi.

Pour récupérer ces avances, le taux d'imposition prévu à l'article 22bis § 2, de la loi sera maintenu à 4,91 €/MWh pendant la période nécessaire à la récupération du capital préfinancé.

Après la régularisation de la différence entre le montant total des avances et la consommation réelle, le taux d'imposition de 2,5€/MWh sera appliqué en vue de la compensation en faveur des communes flamandes et le taux d'imposition résiduaire de 2,41€/MWh sera appliqué à la récupération du capital préfinancé.

Le délai de prolongation de l'application du taux d'imposition de 4,91€/MWh courra jusqu'au 31 août 2009.

Si les variations de la consommation en KWh ne permettent pas de récupérer la totalité du capital, ce délai sera prolongé jusqu'à ce que la récupération intégrale soit assurée.

Dès le mois suivant, le taux d'imposition réduit de 2,5 €/MWh sera appliqué, comme le prévoit l'article 22bis § 2, de la loi.

**Art. 7.** La Commission effectue une compensation exacte; le trop-perçu soumis au taux d'imposition de 4,91 €/MWh étant affecté au Fonds.

La Commission détermine annuellement pour chaque gestionnaire du réseau de distribution le montant qu'il peut garder du produit des 2,41 €/MWh afin que la récupération du capital se fasse au même rythme pour l'ensemble des gestionnaires du réseau de distribution.

Les modalités exactes sont élaborées lorsque le montant financé précis est connu.

La récupération des coûts du préfinancement dans les tarifs de distribution et l'évaluation de l'influence de ce système sur la comparaison de l'efficacité des gestionnaires du réseau de distribution et sur les comptes annuels sera effectuée conformément aux décisions prises par le Comité de Direction de la Commission le 28 avril 2005.

La compensation des coûts de préfinancement commence pour tous les gestionnaires de réseau de distribution pour les tarifs de 2006.

§ 3. Elke leverancier is, met het oog op recuperatie van deze kosten, gehouden jaarlijks een factuur te richten aan de Commissie, vóór 1 juli van het daaropvolgende jaar, met vermelding van het exacte niet-geïnde bedrag en het exacte bedrag aan administratieve kosten en de berekening van het totale percentage en met bijvoeging van alle stukken tot staving van deze berekening en facturatie.

Elke leverancier zal tevens trimestriel aan de Commissie een raming overmaken van het bedrag van de niet-geïnde bijdragen en de administratieve kosten van het voorbije trimester om haar toe te laten deze kosten op te volgen.

§ 4. De Commissie kan alle stukken tot staving van de facturatie van de kosten door de leveranciers onderzoeken alvorens tot betaling over te gaan.

§ 5. De Commissie zal, alvorens tot de betaling van de facturen aan de leveranciers over te gaan, waken over de niet-verschrijding van het maximum bedrag aan kosten bedoeld in § 2 van dit artikel.

Indien het maximum bedrag aan kosten overschreden wordt, zal overgegaan worden tot een proportionele verdeling over de leveranciers.

§ 6. Zes maanden na de invoering van deze regeling, zal een evaluatie plaatsvinden en zal, indien vereist, een herziening gebeuren van het voorziene percentage.

**Art. 5.** In het kader van de regeling voor klanten wiens leveringscontract door de leverancier werd opgezegd en indien de distributienetbeheerders bijkomende kosten hebben in het kader van hun rol als sociale leverancier, zal het bedrag van de kosten in verband met de federale bijdrage mee opgenomen worden in de tarif voorstellen van de distributienetbeheerders, in overeenstemming met de bepalingen van de elektriciteitswet die de distributienetbeheerders de terugbetaaling van hun redelijke kosten garanderen en zullen zij op dezelfde manier behandeld worden als andere kosten. In het kader van de Data Envelopment Analysis-oefening zullen deze kosten op dezelfde manier behandeld worden als andere opgelegde uitgaven.

**Art. 6.** De recuperatie van de, door de distributienetbeheerders voorgefinancierde bijdragen voor het Fonds voor de periode 1 mei 2004 tot en met 31 mei 2005 zal geschieden met ingang vanaf 1 juli 2007 overeenkomstig artikel 22bis, § 3, van de wet.

Om deze voorschotten te recupereren zal de aanslagvoet, zoals voorzien in artikel 22bis § 2, van de wet behouden worden op 4,91 €/MWh gedurende de periode vereist tot recuperatie van het voorgefinancierde kapitaal.

Na regularisatie van het verschil tussen het totaal bedrag aan voorschotten in verhouding tot het reële verbruik, zal de aanslagvoet van 2,5€/MWh aangewend worden voor de compensatie ten gunste van de Vlaamse Gemeenten en de resterende aanslagvoet van 2,41€/MWh zal aangewend worden voor de recuperatie van het voorgefinancierde kapitaal.

De periode van verlenging van de toepassing van de aanslagvoet van 4,91€/MWh zal lopen tot en met 31 augustus 2009.

Indien de schommelingen in het KWh-verbruik zouden leiden tot het niet volledig recupereren van het kapitaal, zal deze termijn verlengd worden tot volledige recuperatie is verzekerd.

In de eerste daaropvolgende maand zal de verlaagde aanslagvoet van 2,5 €/MWh worden toegepast zoals voorzien in artikel 22bis § 2, van de wet.

**Art. 7.** De Commissie voert een exacte verrekening uit waarbij het aan de aanslagvoet van 4,91 €/MWh teveel geïnde bedrag, ten goede zal komen van het Fonds.

De Commissie bepaalt jaarlijks voor elke distributienetbeheerder het bedrag dat hij van de opbrengst van de 2,41 €/MWh mag afhouden opdat de recuperatie van het kapitaal op een gelijk tempo zou geschieden voor alle distributienetbeheerders.

De exacte modaliteiten worden opgesteld wanneer het precieze gefinancierde bedrag gekend is.

De recuperatie van de kosten voor de voorfinanciering door de distributietarieven en de evaluatie van de invloed van deze regeling op de efficiëntievergelijking en op de jaarrekening, zullen gebeuren conform de beslissingen van het Directiecomité van de Commissie van 28 april 2005.

De verrekening van de voorfinancieringskosten neemt voor alle distributienetbeheerders een aanvang in het kader van de tarieven voor 2006.

**Art. 8.** Les fournisseurs facturent la cotisation fédérale aux clients à facturation annuelle le premier mois suivant les premiers comptes annuels/la première facture de clôture, à moins qu'en raison des circonstances, autres que la cotisation fédérale, une facture intermédiaire s'avère nécessaire ou opportune.

**Art. 9. § 1<sup>er</sup>.** Les fournisseurs doivent préfinancer un montant déterminé pendant la période allant d'août 2005 au 31 juillet 2006 puisqu'ils doivent s'acquitter du montant total facturé par les gestionnaires de réseau de distribution.

En compensation de ce préfinancement à un taux d'intérêt raisonnable et réel, chaque fournisseur peut envoyer une facture à la Commission le 31 juillet 2006, accompagnée des justificatifs des coûts réels afférents au montant qu'ils ont préfinancé.

§ 3. Au terme du contrôle et de l'approbation par la Commission, les fournisseurs obtiennent un remboursement des charges liées au préfinancement via les intérêts sur le capital du Fonds.

**Art. 10.** Pour le calcul de la cotisation fédérale applicable au prélèvement d'électricité par la S.N.C.B., le prélèvement d'électricité total, donc tant pour la traction que pour les autres activités, est supposé être effectué à partir d'un seul point de prélèvement.

Pratiquement, la cotisation fédérale sera facturée sur la consommation de la sous-station de traction de Berchem, qui dépasse largement le plafond de 25 000 MWh. La consommation sur les autres points de prélèvement est donc exonérée.

Le gestionnaire du réseau de distribution Elia verse la cotisation fédérale sur les 25 000 premiers MWh à la Commission et la facture ensuite au détenteur d'accès désigné pour le point de prélèvement de Berchem, qui la facture à son tour à la S.N.C.B.

Les gestionnaires de réseau de distribution excluent toutes les activités du chemin de fer du calcul de la cotisation fédérale. La S.N.C.B. coordonne le système des différents numéros EAN avec les fournisseurs, les gestionnaires du réseau de distribution et le gestionnaire du réseau Elia.

**Art. 11.** La Commission organise au moins une fois par an une concertation d'évaluation avec l'ensemble des parties concernées.

La Commission en fait rapport au Ministre.

Bruxelles, le 13 mai 2005.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget  
et des Entreprises publiques,  
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de l'Energie,  
M. VERWILGHEN

#### Orientations (1) du comité de direction de la CREG du 28 avril 2005 concernant l'application de la cotisation fédérale destinée à compenser la perte de revenus des communes résultant de la libéralisation du marché de l'électricité

Lors de sa réunion du 28 avril 2005, le comité de direction de la CREG a pris connaissance de la proposition concernant les modalités pratiques de la cotisation fédérale destinée à compenser la perte de revenus des communes résultant de la libéralisation du marché de l'électricité (ci-après : la cotisation), qui lui avait été transmise le 21 avril 2005 par le cabinet du Ministre Verwilghen. Le comité de direction a pris les orientations suivantes à cet égard :

1. Dans le cadre de cette nouvelle proposition, le comité de direction confirme sa décision du 13 janvier 2005 dont l'accord de principe stipule que les frais de financement, nés dans le cadre de la perception de la cotisation, résultant de la période de transition entre le versement des provisions dans le Fonds par les gestionnaires de réseaux de distribution et le versement par les fournisseurs des cotisations qu'ils ont prélevées auprès des utilisateurs finals, seront pris en considération, pour les exercices tarifaires à venir et les décisions de bonus/malus, sur la même base que les autres dépenses des gestionnaires de réseaux de distribution, pour autant que les critères normaux de réalité et de raisonnable soient respectés.

**Art. 8.** De leveranciers factureren de federale bijdrage aan de jaarlijks opgenomen klanten in de eerste maand volgend op de eerstkomende jaaraftrekking/slotfactuur, tenzij door omstandigheden, andere dan de federale bijdrage, een tussentijdse factuur noodzakelijk of opportuun zou blijken.

**Art. 9. § 1.** De leveranciers dienen gedurende de periode augustus 2005 tot en met 31 juli 2006 een bepaald bedrag voor te financieren aangezien zij het volledige, door de distributienetbeheerders, gefactureerde bedrag dienen te betalen.

§ 2. In vergoeding van deze voorfinanciering aan een redelijke en reële intrestvoet, kan elke leverancier op 31 juli 2006 een factuur richten aan de Commissie, met bijhorende stavingstukken, voor de effectieve kosten verbonden aan deze voorfinanciering.

§ 3. Na controle en goedkeuring door de Commissie bekomen de leveranciers een terugbetaling van de lasten verbonden met de voorfinanciering via de intresten op het kapitaal van het Fonds.

**Art. 10.** Voor de berekening van de federale bijdrage die van toepassing is op de elektriciteitsafname van de N.M.B.S., wordt de volledige elektriciteitsafname, dus zowel voor tractie als voor de andere activiteiten, verondersteld te zijn afgenummerd op één afnamepunt.

De federale bijdrage zal in de praktijk aangerekend worden op het verbruik van het tractie-onderstation Berchem, dat ruimschoots het plafond van 25 000 MWh overtreft. Het verbruik op de andere afnamepunten van de N.M.B.S. wordt bijgevolg vrijgesteld.

De netbeheerder Elia stort de federale bijdrage op de eerste 25 000 MWh door aan de Commissie en factureert vervolgens aan de toegangshouder aangeduid voor het afnamepunt Berchem, die het op zijn beurt doorfactureert aan de N.M.B.S.

De distributienetbeheerders sluiten alle activiteiten van de spoorweg uit voor de berekening van de federale bijdrage. De N.M.B.S. coördineert de regeling voor de verschillende EAN-nummers samen met de leveranciers, de distributienetbeheerders en de netbeheerder Elia.

**Art. 11.** Tenminste 1 keer per jaar organiseert de Commissie een evaluatieoverleg met alle betrokken partijen.

De Commissie brengt hiervan verslag uit aan de Minister.

Brussel, 13 mei 2005.

De Vice- Eerste Minister en Minister van Begroting  
en Overheidsbedrijven,  
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Energie,  
M. VERWILGHEN

#### Beleidslijnen (1) van het directiecomité van de CREG van 28 april 2005 betreffende de toepassing van de federale bijdrage die strekt tot de compensatie van de inkomstenderving van de gemeenten ingevolge de liberalisering van de elektriciteitsmarkt

Het directiecomité van de CREG heeft in zijn vergadering van 28 april 2005 kennis genomen van het voorstel inzake de praktische modaliteiten betreffende de federale bijdrage die strekt tot de compensatie van de inkomstenderving van de gemeenten ingevolge de liberalisering van de elektriciteitsmarkt (hierna : de bijdrage), dat op 21 april 2005 door het kabinet van Minister Verwilghen werd meegegaan. Het directiecomité heeft hieromtrent de volgende beleidslijnen genomen :

1. Het directiecomité bevestigt in het kader van dit nieuwe voorstel haar beslissing van 13 januari 2005, waarbij het principieel akkoord gaat om de financieringskosten, ontstaan in het kader van de inname van de bijdrage, ten gevolge van de overbrugging van de periode tussen de betaling door de distributienetbeheerders van de voorschotten aan het Fonds, en de doorstorting door de leveranciers van de door hen bij de eindafnemers geïnde heffingen, in de volgende tariefopeningen en bij de bonus/malusbeslissingen in aanmerking te nemen op dezelfde basis als de andere uitgaven van de distributienetbeheerders, voorzover aan de normale criteria van realiteit en redelijkheid is voldaan.

2. Le comité de direction rappelle que les montants indiqués dans les décisions tarifaires comme des objectifs d'économie à long terme ne sont pas définitifs et seront réexamines chaque année au moment de l'exercice tarifaire, compte tenu d'éléments objectifs liés aux changements intervenus dans le volume, la clientèle, les obligations imposées ainsi que d'autres paramètres susceptibles d'influencer l'efficacité du gestionnaire du réseau de distribution et étayés de manière suffisamment solide par le gestionnaire du réseau de distribution. Le comité de direction confirme qu'il considérera les coûts de préfinancement résultant des décisions relatives à la perception non immédiate de la cotisation pour 2004 comme de nouvelles obligations dont il ne sera dès lors pas tenu compte dans la comparaison d'efficacité.

3. Par ailleurs, le comité de direction veillera, lors des prochains exercices tarifaires, à ce que les coûts de préfinancement liés à la cotisation soient uniquement répercutés sur les clients situés en Flandre.

4. Dans le calcul des éléments qui ont une influence sur la marge bénéficiaire équitable à accorder au gestionnaire du réseau de distribution, le comité de direction ne tiendra pas compte des éléments des comptes annuels liés au préfinancement imposé, tant en ce qui concerne les créances que les dettes.

Au nom du Comité de direction de la CREG,

Bernard LACROSSE  
Directeur administratif

Christine VANDERVEEREN  
Président du comité de direction

(1) Ces orientations ne portent pas préjudice à la compétence d'appréciation de la CREG au cas par cas; ceci signifie que la CREG, lors de l'appréciation de dossiers concrets introduits par les gestionnaires de réseaux de distribution, peut s'écarte de ces orientations si ces dossiers le nécessitent

2. Het directiecomité herhaalt dat de bedragen die in de tariefbeslissingen werden vermeld als langetermijnsbesparingsdoelstellingen niet definitief zijn en elk jaar opnieuw, ten tijde van de tariefoefening, herbekeken zullen worden, rekening houdend met objectieve elementen met betrekking tot wijzigingen in omvang, klantenbestand, opgelegde verplichtingen en dergelijke meer, die de efficiëntie van de distributienetbeheerder kunnen beïnvloeden en die door de distributienetbeheerder voldoende sterk worden onderbouwd. Het directiecomité bevestigt dat de prefinancieringskosten die het gevolg zijn van de beslissingen met betrekking tot het niet onmiddellijk invorderen van de bijdrage voor 2004, door haar beschouwd zullen worden als nieuwe verplichtingen die dan ook buiten de efficiëntievergelijking zullen worden gehouden.

3. Het directiecomité zal er bij de volgende tariefoefeningen ook op toezien dat de prefinancieringskosten met betrekking tot de bijdrage enkel worden doorgerekend aan de in Vlaanderen gevestigde klanten.

4. Het directiecomité zal alle elementen van de jaarrekening, die verband houden met de opgelegde prefinanciering, zowel wat veranderingen betreft als wat schulden betreft, buiten beschouwing laten bij de berekeningen van de elementen die een invloed hebben op de aan de distributienetbeheerder toe te kennen billijke vergoeding.

Namens het Directiecomité van de CREG,

Bernard LACROSSE  
Administratief Directeur

Christine VANDERVEEREN  
Voorzitter van het directiecomité

(1) Deze beleidslijnen doen geen afbreuk aan de beoordelingsbevoegdheid van de CREG geval per geval; dit betekent dat de CREG bij de beoordeling van de concrete dossiers ingediend door de distributienetbeheerders kan afwijken van deze beleidslijnen indien deze dossiers daartoe noodzaken.

## AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

### SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C — 2005/03499]

#### **Augmentation du droit d'accise spécial sur le gasoil des codes NC 2710 19 41, 2710 19 45 et 2710 19 49**

Publication en application de l'article 420, § 3, b, de la loi-programme du 27 décembre 2004.

Le 18 mai 2005, le prix maximum, hors T.V.A., du gasoil du code NC 2710 19 41 avec une teneur en soufre n'excédant pas 50 mg/kg (produit directeur), tel que défini à l'article 419, f, i), de la loi-programme susvisée, diminue de 0,0207 EUR par litre.

Conformément à l'article 420, § 3, b, de la loi-programme susvisée, les nouveaux taux du droit d'accise spécial :

— du gasoil des codes NC 2710 19 41, 2710 19 45 et 2710 19 49 avec une teneur en soufre excédant 50 mg/kg sont fixés à 169,5942 EUR par 1 000 litres à 15 °C;

— du gasoil du code NC 2710 19 41 avec une teneur en soufre n'excédant pas 50 mg/kg est fixé à 154,7206 EUR par 1 000 litres à 15 °C.

Ces nouveaux taux entrent en vigueur le 18 mai 2005.

Bruxelles, le 17 mai 2005.

Pour D. REYNDERS, absent :

Ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture,  
Mme S. LARUELLE

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C — 2005/03499]

#### **Verhoging van de bijzondere accijns op gasolie van de GN-codes 2710 19 41, 2710 19 45 en 2710 19 49**

Gepubliceerd met toepassing van artikel 420, § 3, b, van de programmawet van 27 december 2004.

Op 18 mei 2005 is de maximumprijs, exclusief BTW, van gasolie van de GN-code 2710 19 41 met een zwavelgehalte van niet meer dan 50 mg/kg (richtproduct), bedoeld bij artikel 419, f, i), van voormalde programmawet vermindert met 0,0207 EUR per liter.

Overeenkomstig artikel 420, § 3, b, van genoemde programmawet worden de nieuwe tarieven van de bijzondere accijns :

— van gasolie van de GN-codes 2710 19 41, 2710 19 45 en 2710 19 49 met een zwavelgehalte van meer dan 50 mg/kg vastgesteld op 169,5942 EUR per 1 000 liter bij 15 °C;

— van gasolie van de GN-code 2710 19 41 met een zwavelgehalte van niet meer dan 50 mg/kg vastgesteld op 154,7206 EUR per 1 000 liter bij 15 °C.

Deze nieuwe tarieven treden in werking op 18 mei 2005.

Brussel, 17 mei 2005.

Voor D. REYNDERS, afwezig :

Minister van Middenstand en Landbouw,  
Mevr. S. LARUELLE